

Après Suissenégoce, Public Eye dénonce une sous-estimation du poids du secteur

MATIÈRES PREMIÈRES. Entre les chiffres de l'OFS et ceux de la BNS, la contribution du négoce varie du simple au triple. La méthodologie et la période étudiée sont critiquées.

Laure Wagner

Le chiffre en a étonné plus d'un. Pour la première fois, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a donné une estimation complète de la valeur ajoutée brute générée par les entreprises basées en Suisse actives dans le négoce de matières premières. L'étude publiée le 18 novembre évoque un total de 19,2 milliards de francs, soit 2,3% du produit intérieur brut (PIB). «Nous avons été très surpris par le chiffre annoncé par l'OFS», réagit Florence Schurch. La secrétaire générale de Suissenégoce rappelle qu'en 2017, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) avait évalué la contribution de la branche qu'elle représente à 3,8% du PIB. En juin dernier, le rapport du Conseil fédéral sur l'application des sanctions contre la Russie indiquait que «le secteur des matières premières en Suisse représentait entre 8% et 9% du PIB» et devenait «presque aussi important que le secteur financier», ajoute-t-elle en citant le document.

«Un équivalent plein-temps génère près de deux millions de francs de valeur ajoutée brute par an. C'est plus de dix fois la productivité moyenne de l'économie suisse, d'environ 170.000 francs.»

Mathieu Grobety
Directeur du CREA

Public Eye a également protesté, appelant sa communauté à prendre les chiffres de l'OFS «avec des pincettes», a averti



Transport. Les négociants suisses de matières premières achètent, vendent et financent l'acheminement de ressources diverses allant du pétrole, aux métaux en passant par les produits agricoles, comme l'avoine ici.

lundi l'ONG. Ces estimations «contrastent fortement avec celles de la Banque nationale suisse (BNS)», écrit-elle dans un communiqué publié sur son site. Et l'ONG de citer les chiffres de l'institut d'émission qui évalue pour 2024 le revenu du commerce de transit – dominé par les matières premières – à 58,6 milliards de francs (6,7% du PIB). C'est «trois fois plus que le résultat obtenu par l'OFS, commente Public Eye connue pour ses rapports critiques contre ce secteur. Un tel fossé demeure surprenant, malgré les justifications avancées par l'OFS, qui affirme s'appuyer sur d'autres indicateurs.» L'OFS calcule la valeur ajoutée du négoce sur la base des données d'une enquête menée

auprès des négociants. Pour cette première édition, elle s'est appuyée sur «un relevé d'environ 380 entreprises comptant au moins trois emplois et identifiées comme ayant le négoce de matières premières comme activité principale en 2024», indique Romain Beaud, collaborateur scientifique à l'OFS. Le cadre du sondage représente environ 10.300 emplois. Les activités connexes – transport, financement, assurance, audit, certification ou encore les services juridiques – ne font pas partie du mandat confié par le Conseil fédéral à l'OFS, rappelle-t-il. Au-delà des indicateurs retenus, la divergence provient également du choix de l'année de référence, explique

Tim Reinicke, expert en commerce extérieur au KOF, l'institut conjoncturel de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). «2021 et 2022 ont été des années record dans de nombreux segments, avec des prix et des marges très élevés, tandis que 2023 et 2024 ont été marquées par une normalisation.» A l'image des résultats du géant zougais Glencore qui est passé d'un bénéfice net historique de plus de 17 milliards de dollars en 2022 à une perte nette de 1,6 milliard l'année dernière. Dans ce contexte, il invite à interpréter le chiffre de l'OFS comme «une limite inférieure plutôt prudente que comme une image complète du poids économique du secteur».

Le périmètre retenu joue également. L'OFS ne recense expressément que le «cœur» du secteur, rappelle Tim Reinicke. «Plusieurs sources de valeur ajoutée sont ainsi exclues», explique-t-il en citant les petites sociétés commerciales, les unités commerciales internes aux groupes, les prestataires de services, ainsi que les très petites entreprises. Dans ce contexte, les 2,3% mesurent «le noyau institutionnel étroit, et non l'empreinte économique totale du cluster des matières premières». Mais le KOF ne se risque pas à produire une contre-estimation, jugeant qu'un tel exercice nécessiterait «un projet de recherche spécifique donnant notamment accès à des microdonnées détaillées». Pour Mathieu Grobety, directeur du Centre de recherche en économie appliquée de l'Université de Lausanne (CREA), les chiffres publiés traduisent d'abord la productivité très élevée du cœur du négoce. Dans ce secteur, «un équivalent plein-temps génère près de deux millions de francs de valeur ajoutée brute par an. C'est plus de dix fois la productivité moyenne de l'économie suisse, d'environ 170.000 francs.» Les activités de soutien, soit environ 1500 emplois selon l'OFS, seraient loin d'atteindre de tels niveaux. En appliquant la productivité moyenne suisse, le CREA estime qu'elles ajouteraient environ 360 millions de francs de valeur ajoutée brute. Un montant jugé «dérisoire à côté des 19 milliards du cœur de l'activité». Florence Schurch conteste toutefois le chiffre de 1500 emplois recensé dans le cluster: «Notre enquête auprès de 14 banques

spécialisées en trade finance a comptabilisé environ 1000 personnes rien que dans ces établissements.» L'étude de l'OFS apporte surtout un éclairage territorial. Sur les 19,2 milliards générés en Suisse, 11,2 milliards proviennent du canton de Genève qui comptait 329 entreprises et plus de 4800 emplois directement liés au négoce en 2023, selon les chiffres de l'Office cantonal de la statistique (Ocs-tat) publiés en septembre. Le PIB nominal cantonal étant estimé à 64,5 milliards de francs en 2024, le négoce en représente plus de 17%, calcule Mathieu Grobety. Cette concentration se reflète dans les recettes fiscales: en 2021, plus de 39% des impôts sur les personnes morales provenaient d'entreprises actives dans le commerce de gros, catégorie qui inclut l'essentiel des négociants, selon une étude publiée cette année par le Département de l'économie et de l'emploi (DEE) en partenariat avec la BCGE sur le tissu économique cantonal. Mais «le commerce de gros n'est pas équivalent au négoce, précise toutefois Christian Stohr, statisticien à l'Ocstat. Certaines de ces entreprises actives font partie d'autres branches et surtout le commerce de gros en comprend beaucoup qui ne font pas du négoce en matières premières.» Pour affiner la compréhension du poids économique du secteur, l'office cantonal travaille actuellement sur «un projet visant à estimer la valeur ajoutée du négoce dans une perspective plus longue», remontant à 2012, alors que celle de l'OFS couvre seulement l'année 2024, indique Christian Stohr. Les résultats sont attendus à partir de l'année prochaine.■